



**ADMINISTRATION COMMUNALE DE SAINT-JOSSE-TEN-NOODE
GEMEENTEBESTUUR VAN SINT-JOOST-TEN-NODE**

**CONSEIL COMMUNAL DU 26 MARS 2018
GEMEENTERAAD VAN 26 MAART 2018**

NOTES EXPLICATIVES
TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 19:15
Opening van de zitting om 19:15

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

26.03.2018/A/0001 **Communication.**

Mededeling.

26.03.2018/A/0002 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 26 février 2018; approbation.**

Après lecture des décisions prises en séance du 26 février 2018, le procès-verbal de cette séance est adopté à l'unanimité.

Proces-verbaal van de Gemeenteraad van 26 februari 2018; goedkeuring.

Er wordt lezing gegeven van de beslissingen genomen in zitting van 26 februari 2018. Het proces-verbaal van deze zitting wordt met éénparigheid van stemmen goedgekeurd.

1 annexe / 1 bijlage
PV 26.02.2018.pdf

26.03.2018/A/0003 **Règlement communal relatif à la prime à la relance de l'activité économique des commerces à l'issue de certains travaux publics.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117 ;

Considérant les nombreux travaux publics réalisés sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, lesquels sont parfois lourds de conséquences pour les commerces avoisinants ;

Considérant que la réalité commerciale des périmètres impactés par les travaux précités n'est pas suffisamment prise en charge et que le régime d'indemnisation et/ou de compensation des commerçants, des indépendants ou des PME proposé par la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas toujours suffisant ;

Qu'il est donc nécessaire pour la Commune de prendre un ensemble de mesures afin de répondre de manière suffisante aux difficultés économiques rencontrées par les commerçants, les artisans et les établissements relevant du secteur de l'Horeca lors de certains travaux d'utilité publique ;

Que ce sont plus particulièrement les commerces de détail, les artisans et les établissements relevant du secteur de l'Horeca tombant sous l'application des règles

particulières aux baux commerciaux qui sont visés en ce que les critères de proximité et de visibilité sont fondamentaux pour leur fonctionnement et leur viabilité économique ;
Que leur fonctionnement nécessite, en effet, avec leurs clients un contact direct et personnel qui a lieu, dans des circonstances normales, à l'intérieur de leur établissement ;

Qu'il est donc raisonnable et justifié pour la Commune d'apporter un soutien financier sous forme de l'octroi d'une prime forfaitaire ;

Que le présent règlement poursuit donc l'objectif de soutenir financièrement les commerces et artisans précités durant les chantiers liés à des travaux d'utilité publique ;

Article 1er

Dans les limites des crédits disponibles au budget approuvé par le Conseil communal, le Collège des bourgmestre et échevins peut attribuer une prime à la relance et au soutien de l'activité des commerces de détail, des artisans et des établissements relevant du secteur de l'Horeca situés dans le périmètre d'un chantier relatif à des travaux d'utilité publique.

Les demandes d'octroi de cette aide peuvent être introduites à partir de la date d'entrée en vigueur du présent règlement sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente et suivant les modalités et conditions reprises ci-après.

Article 2

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par :

§1er. « Prime à la relance et au soutien de l'activité économique » : le montant forfaitaire octroyé par la commune à titre de soutien financier apporté à la suite de l'exécution de travaux d'utilité publique.

§2. « Commerce de détail » : commerce visé par la loi du 30 avril 1951 portant sur les règles particulières aux baux commerciaux. Le commerce doté de plusieurs enseignes, unités d'exploitations ou succursales ne pourra bénéficier que d'une seule et unique prime forfaitaire pour l'ensemble.

§3. « Artisan » : artisan dont les activités relèvent de la loi du 30 avril 1951 portant sur les règles particulières aux baux commerciaux. L'artisan doté de plusieurs enseignes, unités d'exploitations ou succursales ne pourra bénéficier que d'une seule et unique prime forfaitaire pour l'ensemble.

§4. « Etablissement relevant du secteur de l'Horeca » : l'ensemble des établissements proposant des services d'hébergement, de restauration et les cafés. L'établissement doté de plusieurs enseignes, unités d'exploitations ou succursales ne pourra bénéficier que d'une seule et unique prime forfaitaire pour l'ensemble.

§5. « Bénéficiaires » : les commerces de détail, les artisans et les établissements relevant de l'Horeca.

§6. « Périmètre d'un chantier » : espace géographique déterminé par le Collège des bourgmestre et échevins au sein duquel sont exécutés des travaux d'utilité publique ayant nécessité la fermeture des voiries aux véhicules à moteur pendant plus de 60 jours ouvrables durant la période visée à l'article 2§7.

§7. « Travaux d'utilité publique » : les travaux d'utilité publique exécutés sur le domaine public du territoire de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, dont celle-ci ou la Région de Bruxelles-Capitale est le maître d'ouvrage ou qui en a délégué la maîtrise à un autre pouvoir public et dont la durée est fixée par le Collège des bourgmestre et échevins ou la Région de Bruxelles-Capitale. Cette période pourra être adaptée en fonction de la planification des travaux et sera portée à la connaissance des bénéficiaires situés dans le périmètre visé à l'article 2§6.

Article 3

§1er. La prime forfaitaire à la relance et au soutien économique se compose annuellement et par chantier lié à des travaux d'utilité publique d'un montant forfaitaire unique de 2.000,00€ par bénéficiaire et par année.

§2. En cas de prolongation du chantier visé au §1er, au-delà d'une année calendrier, une nouvelle demande d'octroi du montant forfaitaire de base peut être introduite suivant les modalités prévues à l'article 4.

§3. Aucune prime ne sera accordée à un bénéficiaire ayant fait l'objet d'un arrêté de police durant l'année civile correspondant à sa demande.

Article 4

§1er. La procédure administrative d'octroi de l'aide financière est la suivante :

1° La demande relative au montant forfaitaire de base doit être adressée en utilisant le formulaire «Prime à la relance et au soutien de l'activité économique des commerces et artisans à l'issue de certains travaux d'utilité publique» *ad hoc* disponible tant sur le site internet de la Commune (sjtn.brussels) que sur simple demande auprès du service des classes moyennes (rue des Deux Eglises, 131 à 1210 Bruxelles – classesmoyennes@sjtn.brussels) aux heures et jours d'ouverture de l'administration ;

2° Le bénéficiaire joint à sa demande l'attestation de nuisances délivrée, sur demande, par le service des classes moyennes, lequel confirmera, le cas échéant, que le bénéficiaire se trouve dans le périmètre visé à l'article 2§6.

3° La demande dûment complétée devra ensuite être adressée par courrier au Collège des bourgmestre et échevins de la Commune de Saint-Josse-ten-Noode, avenue de l'Astronomie, 13 à 1210 Bruxelles, au plus tard le premier jour du 6^{ème} mois qui suit l'échéance de la période fixée par le Collège des bourgmestre et échevins ou de la Région de Bruxelles-Capitale conformément à l'article 2§7.

§2. Un registre de demandes est tenu en fonction de la date de réception des demandes. En tout état de cause, le cachet d'entrée du service communal traitant fait foi.

§3. Un accusé de réception par demande attestant que le dossier est complet sera adressé au demandeur. Les dossiers complets, conformément à l'article 4, seront soumis au Collège des bourgmestre et échevins pour décision.

§4. En cas de demande incomplète, le demandeur sera invité à introduire les documents manquants dans un délai de 30 jours calendrier à dater du courrier déclarant (date d'envoi) la demande incomplète.

§5. La décision d'octroyer une aide financière est portée à la connaissance du demandeur par courrier.

Article 5

Le montant de la prime octroyée par le Collège des bourgmestre et échevins est liquidé dans un délai de 60 jours calendrier suivant la décision du Collège des bourgmestre et échevins d'octroyer la prime.

Article 6

La prime forfaitaire susmentionnée pourra également être octroyée aux commerçants ou artisans ayant subi les travaux d'utilité publique liés à l'effondrement de voirie survenu sur la chaussée de Louvain, le 7 septembre 2017. Les modalités prévues par le présent règlement demeurent applicables, à l'exception du fait que la demande d'octroi de la prime prévue par l'article 4 devra être adressée au plus tard le 12ème mois qui suit l'échéance de la période fixée par le Collège des bourgmestre et échevins ou la Région de Bruxelles-Capitale conformément à l'article 2§7.

Article 7

Sans préjudice des dispositions du Code pénal, l'aide financière versée en vertu du présent règlement doit être remboursée à la commune de Saint-Josse-ten-Noode, ainsi que les intérêts y afférents calculés au taux légal en vigueur à la date de la décision du recouvrement, en cas de déclaration inexacte ou frauduleuse en vue de l'obtenir indûment.

Article 8

Le présent règlement entre en vigueur cinq jours après sa publication conformément à l'article 114 de la nouvelle loi communale et ce, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente.

Gemeentelijk reglement betreffende de toekenning van een premie voor het herstel van de economische activiteit van de handelaars na bepaalde openbare werken.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Overwegende de vele openbare werken uitgevoerd op het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, die soms zware gevolgen hebben voor de naburige handelszaken ;

Overwegende dat de commerciële realiteit van de perimeters waarop de voornoemde werken een impact hebben niet voldoende in aanmerking wordt genomen en dat het regime van schadevergoeding en/of compensatie aan handelaars, zelfstandigen of KMO's aangeboden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, niet altijd voldoende is ;

Dat het dus noodzakelijk is voor de Gemeente om een reeks maatregelen te nemen

teneinde voldoende tegemoet te komen aan de economische moeilijkheden die de handelaars, ambachtslieden en etablissementen die deel uitmaken van de Horecasector ervaren gedurende bepaalde werken van openbaar nut ;

Dat het meer bepaald de detailhandelszaken, de ambachtslieden en etablissementen van de Horecasector zijn die onder de toepassing vallen van de regels betreffende de handelshuur in het bijzonder die worden bedoeld aangezien de criteria van nabijheid en zichtbaarheid fundamenteel zijn voor hun werking en hun economische bestaanszekerheid ;

Dat hun werking een rechtstreeks en persoonlijk contact vereist met hun klanten, dat in normale omstandigheden plaatsvindt binnen in hun etablissement ;

Dat het dus redelijk en verantwoord is voor de Gemeente om een financiële steun te bieden in de vorm van een toekenning van een forfaitaire premie ;

Dat dit reglement de doelstelling beoogt om de voornoemde handelszaken en ambachtslieden financieel te steunen gedurende bouwplaatsen van werken van openbaar nut ;

Artikel 1

Binnen de perken van de kredieten die hiervoor voorzien zijn in de begroting die werd goedgekeurd door de Gemeenteraad kan het College van burgemeester en schepenen een premie toekennen voor het herstel en de ondersteuning van de economische activiteit voor detailhandelszaken, ambachtslieden en etablissementen die deel uitmaken van de Horecasector die zich binnen de perimeter bevinden van een bouwplaats voor werken van openbaar nut.

De aanvragen voor de toekenning van deze hulp mogen worden ingediend vanaf de datum waarop onderhavig reglement van kracht wordt, onder voorbehoud van de beslissing van de desbetreffende toezichthoudende overheid en volgens de hierna vermelde modaliteiten en voorwaarden.

Artikel 2

Voor de toepassing van dit reglement moet men verstaan onder :

§1. « Premie voor het herstel en de ondersteuning van de economische activiteit »: het forfaitaire bedrag dat door de gemeente wordt toegekend als financiële steun naar aanleiding van de uitvoering van werken van openbaar nut.

§2. « Detailhandelszaak »: handelszaak bedoeld door de wet van 30 april 1951 houdende de bijzondere regels op de handelshuurovereenkomsten. De handelszaak voorzien van meerdere uithangborden, exploitatie-eenheden of filialen zal slechts kunnen genieten van één enkele forfaitaire premie voor al deze samen.

§3. « Ambachtsman » : ambachtsman waarvan de activiteiten vallen onder de wet van 30 april 1951 houdende de bijzondere regels op de handelshuurovereenkomsten. De ambachtsman met meerdere uithangborden, exploitatie-eenheden of filialen zal slechts kunnen genieten van één enkele forfaitaire premie voor al deze samen.

§4. « Etablissement dat deel uitmaakt van de Horecasector » : geheel van etablissementen die diensten aanbieden van logies, restaurants en café's. Het etablissement voorzien van meerdere uithangborden, exploitatie-eenheden of filialen zal slechts kunnen genieten van één enkele forfaitaire premie voor al deze samen.

§5. « Begunstigden » : de detailhandelszaken, de ambachtslieden en de etablissementen die deel uitmaken van de Horeca.

§6. « Perimeter van een bouwplaats » : geografische ruimte vastgelegd door het College van burgemeester en schepenen waarin werken van openbaar nut worden uitgevoerd waarvoor het nodig is de openbare weg voor motorvoertuigen voor meer dan 60 werkdagen af te sluiten tijdens de termijn bedoeld in artikel 2§7.

§7. « Werken van openbaar nut » : de werken van openbaar nut uitgevoerd in het openbaar domein van het grondgebied van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, waarvan deze laatste of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de bouwmeester is of zij het beheer ervan heeft afgestaan aan een andere openbare overheid en waarvan de termijn bepaald is door het College van burgemeester en schepenen of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest. Deze termijn kan in functie van de planning der werken worden aangepast en zal meegedeeld worden aan de handelszaken die zich in de perimeter bedoeld in artikel 2§6 bevinden.

Artikel 3

§1. De forfaitaire premie voor economisch herstel en ondersteuning wordt jaarlijks en per bouwplaats van werken van openbaar nut samengesteld voor een enig forfaitair bedrag van 2.000,00€ per begunstigde en per jaar.

§2. In geval van verlenging met meer dan één kalenderjaar van de bouwplaats bedoeld in §1 kan een nieuwe aanvraag tot toekenning van het forfaitair basisbedrag worden ingediend volgens de modaliteiten voorzien in artikel 4.

§3. Er zal geen enkele premie worden toegekend aan een begunstigde die het voorwerp heeft uitgemaakt van een politiebepaling gedurende het kalenderjaar waarin de aanvraag wordt ingediend.

Artikel 4

§1. De administratieve procedure voor de toekenning van de financiële hulp is de volgende :

1° De aanvraag voor het forfaitair basisbedrag moet worden verzonden door het formulier "premie voor het herstel en de ondersteuning van de economische activiteit van de handelaars en ambachtslieden na bepaalde werken van openbaar nut" te gebruiken ad hoc beschikbaar, zowel op de website van de Gemeente (sjtn.brussels) als op eenvoudige aanvraag bij de dienst Middenstand (Twee Kerkenstraat 131 te 1210 Brussel – middenstand@sjtn.brussels) tijdens de openingsdagen en -uren van het gemeentebestuur ;

2° De begunstigde voegt bij zijn aanvraag het attest van hinder, op aanvraag afgeleverd door de dienst Middenstand, die desgevallend zal bevestigen dat de begunstigde zich bevindt in de perimeter bedoeld in artikel 2§6.

3° De naar behoren ingevulde aanvraag dient vervolgens per brief worden verzonden

naar het College van burgemeester en schepenen van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node, Sterrenkundelaan 13 te 1210 Brussel, ten laatste de eerste dag van de 6^{de} maand die volgt op de vervaldag van de periode vastgesteld door het College van burgemeester en schepenen of door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig artikel 2§7.

§2. Er wordt een register van aanvragen bijgehouden in functie van de ontvangstdatum van de aanvragen. In ieder geval geldt de stempel van ontvangst van de gemeentedienst als bewijs.

§3. Er zal per aanvraag een ontvangstbewijs dat bevestigt dat het dossier volledig is, naar de aanvrager gestuurd worden. De dossiers die, in overeenstemming met artikel 4, volledig zijn, zullen ter beslissing voorgelegd worden aan het College van burgemeester en schepenen.

§4. Indien de aanvraag niet volledig is, zal de aanvrager uitgenodigd worden om de ontbrekende documenten in te dienen binnen een termijn van 30 dagen te rekenen vanaf het schrijven (verzenddatum) dat verklaart dat de aanvraag onvolledig is.

§5. De beslissing om financiële hulp toe te kennen wordt per briefwisseling aan de aanvrager meegedeeld.

Artikel 5

Het bedrag van de premie, die door het College van burgemeester en schepenen wordt toegekend, wordt vereffend binnen een termijn van 60 kalenderdagen volgend op de beslissing van het College van burgemeester en schepenen om de premie toe te kennen.

Artikel 6

De bovenvermelde forfaitaire premie kan tevens worden toegekend aan de (ambachtelijke) handelszaken die de werken van openbaar nut hebben ondergaan met betrekking tot de wegverzakking die plaatsvond op de Leuvensesteenweg op 7 september 2017. De modaliteiten voorzien door dit reglement blijven van toepassing, met uitzondering van het feit dat de aanvragen tot toekenning van de premie voorzien door artikel 4 ten laatste dient te worden verzonden in de 12de maand die volgt op de vervaldag van de periode vastgesteld door het College van burgemeester en schepenen of het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overeenkomstig artikel 2§7.

Artikel 7

Zonder afbreuk te doen aan de beschikkingen van het Strafwetboek, moet in geval van onjuiste of bedrieglijke aangifte met als doel de genoemde premie op onrechtmatige wijze te verkrijgen, de financiële hulp die krachtens onderhavig reglement gestort werd terugbetaald worden aan de gemeente Sint-Joost-ten-Node, evenals de daaraan verbonden interesten die berekend worden tegen de wettelijke rentevoet die geldt op de datum van de beslissing tot terugvordering.

Artikel 8

Onderhavig reglement treedt in werking vijf dagen na de publicatie ervan in overeenstemming met artikel 114 van de nieuwe gemeentewet en onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid.

2 annexes / 2 bijlagen

Formulaire REGLEMENT RELATIF À LA PRIME À LA RELANCE DE L.docx,

Formulaire NL.doc

26.03.2018/A/0004 **Plaines de vacances ; modification de la redevance relative à la participation financière des parents pour les Plaines de Vacances et adoption du règlement d'ordre intérieur.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment l'article 117;

Vu le décret " ATL" du 17 mai 1999 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre, et au soutien de l'accueil de l'extrascolaire, modifié le 26 mars 2009;

Vu le décret du 07 juin 2001 et ces modifications du 09 juillet 2009 relatif aux avantages sociaux pour l'accès aux plaines de vacances;

Considérant que les Plaines de Vacances organisées par le Département de la Jeunesse font partie intégrante de l'Accueil Temps Libre (ATL);

Vu le règlement concernant la participation financière des parents pour la plaine de vacances, adopté par le Conseil communal en sa séance du 26 février 2008;

Considérant que ce règlement prévoit actuellement les tarifs repris dans le tableau ci-après :

Tarif	Description
5 €	À partir de deux enfants de la même famille, domiciliés à la Commune ou fréquentant une école communale ou libre, située sur le territoire communal.
7 €	Pour l'enfant unique de la famille, domicilié à la Commune ou fréquentant une école communale ou libre située sur le territoire communal.
17 €	Pour les enfants n'habitant pas la Commune ou ne fréquentant pas une école communale ou libre située sur le territoire communal.

Vu que la gratuité des Plaines de vacances permettra à l'ensemble des Tennodois d'être sur un pied d'égalité pour inscrire leurs enfants aux activités prévues lors de ces Plaines;

Vu que la gratuité offrira l'accès aux enfants les plus défavorisés, et donnera la possibilité de participer à des activités ludiques et pédagogiques;

Vu la nécessité de favoriser la continuité du même projet pédagogique appliqué dans nos écoles et dans nos plaines, auprès des mêmes élèves ;

Vu que les infrastructures d'accueil tennodoise sont assez limitées, et ne pourraient donc pas absorber une augmentation soudaine et disproportionnée de demandes, que pourrait apporter l'annonce d'une telle gratuité,

Qu'il est donc raisonnable et justifié de proposer cette gratuité qu'aux enfants suivants;

- Soit habitant la commune;
 - Soit fréquentant une école communale ou libre située sur le territoire communal;
- Considérant que les nouveaux tarifs se présenteront comme suit :

Tarif	Description
Gratuit	Pour les enfants soit domiciliés à la Commune soit fréquentant une école communale ou libre située sur le territoire communal.
Payant (15 €)	Pour les enfants n'habitant pas la Commune ou ne fréquentant pas une école communale ou libre située sur le territoire communal.

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins ;

Décide ;

D'abroger le règlement concernant la participation financière des parents pour les plaines de vacances adopté par le Conseil communal en sa séance du 26 février 2008;
D'adopter la redevance relatif à la participation financière des parents pour les plaines de vacances, comme suit :

Tarif	Description
Gratuit	Pour les enfants soit domiciliés à la Commune soit fréquentant une école communale ou libre située sur le territoire communal.
Payant (15 €)	Pour les enfants n'habitant pas la Commune ou ne fréquentant pas une école communale ou libre située sur le territoire communal.

D'adopter le nouveau règlement d'ordre intérieur pour les plaines de vacances repris ci-joint, qui entrera en vigueur 5 jours après sa publication.

Speelpleinen; wijziging van de retributie inzake financiële tussenkomst van de ouders voor de speelpleinen tijdens de vakantie et goedkeuring van het reglement van inwendige orde.

Nederlandstalige tekst volgt

4 annexes / 4 bijlagen

ROI PLAINE 2018.pdf, Le décret du 17-05-1999 relatif aux centres de vacances.pdf, Décret relatif aux avantages sociaux.pdf, Décision du conseil 26-02-2008.pdf

26.03.2018/A/0005 **Bien immeuble sis rue Linné, 43 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode; décision d'acquisition définitive.**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment l'article 117;

Vu la circulaire relative à l'acquisition ou l'aliénation d'un droit de propriété ou de droits réels relatifs aux biens immeubles du 22 décembre 2015;

Considérant que l'acquisition du bien immeuble sis rue Linné, 43 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode est une opération importante pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode en ce qu'elle permettrait, après rénovation, une étape de revalorisation du bâti dans le Quartier Nord;

Considérant que ce bien est cadastré 1ère division, Section A 70 D, pour une superficie de 60 m²;

Considérant le prix de vente de 240.000,00 EUROS proposé par le propriétaire du bien en question;

Considérant que suivant l'étude réalisée par le bureau Delvoye, ce dernier estime la valeur vénale de la parcelle en vente libre à 285.000,00 EUROS;

Considérant que le prix proposé est donc inférieur à l'estimation du bureau Delvoye;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Décide :

- De prendre la décision définitive d'acquérir pour cause d'utilité publique le bien immeuble sis rue Linné,43 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, cadastré 1ère division, Section A 70 D pour un prix établi à 240.000,00 EUROS sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente;
- D'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins, représenté par le Bourgmestre et le Secrétaire communal, à réaliser les actes généralement quelconques afférents à la présente acquisition dont, et de manière non exhaustive, l'éventuel compromis et l'acte de vente à intervenir;
- D'imputer l'ensemble des dépenses y relatives à l'article 0000/712/60 du budget extraordinaire 2018.

Onroerend goed gelegen Linnéstraat, 43 te 1210 Sint-Joost-ten- Node ; beslissing tot definitieve aankoop.

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117 ;

Gelet op de omzendbrief betreffende de aankop of vervreemding van een eigendomsrecht of van zakelijke rechten op onroerende goederen van 22 december 2015;

Overwegende dat de aankoop van het goed gelegen Linnestraat, 43 te 1210 Sint-Joost-ten-Node een belangrijke operatie is voor de Gemeente Sint-Joost-ten-Node aangezien deze, na renovatie, een herwaarderingsfase van de gebouwen zou toelaten in de Noordwijk;

Overwegende dat dit goed gekadastraerd is 1ste Div. setc.A 70 D, voor een oppervlakte van 60 m²;

Overwegende de verkoopprijs van 240.000,00 EURO voorgesteld door de eigenaar van het goed in kwestie;

Overwegende dat volgens de studie uitgevoerd door bureau Delvoye, deze laatste de handelswaarde van het vrije te koop gestelde perceel schat op 285.000,00 EURO;

Overwegende dat de voorgestelde prijs dus lager ligt dan de raming van bureau Delvoye ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;

Beslist:

•

Om de definitieve beslissing te nemen om ten openbare nutte het onroerend goed aan te kopen gelegen Rivierstraat nr. 21 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, gekadastraerd 1 Div. A 70 D voor een prijs vastgesteld op 240.000.00 EURO onder voorbehoud van de beslissing van de toezichthoudende overheid;

•

Om het College van Burgemeester en Schepenen, vertegenwoordigd door de Burgemeester en de Gemeentesecretaris, toe te staan om de handelingen van allerlei aard met betrekking tot deze aankoop te realiseren waaronder, niet-exhaustief, de eventuele voorlopige koopakte en de latere verkoopakte;

•

Om het geheel van de desbetreffende uitgaven in te schrijven op artikel 0000/712/60 van de buitengewone begroting 2018

6 annexes / 6 bijlagen

16635 - EXPE GENE - Bureau Delvoye - Linné 43 - 1210-2.pdf, Réponse CAIB.htm, Offre DELVOYE.htm, 001 pu 14338.PDF, Offre Pierlot.htm, 001 pu 5010.PDF

26.03.2018/A/0006 **Acquisition immobilière pour cause d'utilité publique; rue de la Prairie, n°22 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale, notamment en son article 117;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestres et Echevins du 13 mars 2018 décidant de la participation à la vente publique du bien sis rue de la Prairie, n°22 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode;

Considérant que cette délibération a été prise sous réserve de ratification par le Conseil communal;

Qu'en effet, le dernier délai pour dénoncer la précédente enchère était le 14 mars 2018 à 9h00 au plus tard;

Qu'il en résulte donc une urgence manifeste dans le traitement du présent dossier;

Qu'il n'était ainsi pas possible d'attendre la présente séance du Conseil;

Considérant l'évaluation du bien par le Comité d'acquisition de la Région de Bruxelles-Capitale;

Que ce bien, cadastré 1ère division, section A, n° 21 A 14, d'une superficie de 69.66m², est estimé à la somme de 245.000,00 EURO;

Que l'achat de ce bien est une opération importante puisqu'elle permettrait à la Commune, après rénovation lourde, de proposer du logement de qualité dans le Quartier Nord;

Que le Collège va enchérir, sous réserve d'une faculté de surenchère, à 200.000,00 EURO;

Qu'il est possible qu'il soit nécessaire de procéder à une nouvelle enchère pour une somme indéterminée;

Qu'il convient donc de ratifier la délibération du Collège et de permettre à celui-ci de surenchérir éventuellement jusqu'à la somme de 245.000,00 EURO;

Décide :

1° de ratifier la délibération du Collège du 13 mars 2018 portant enchère à la somme de 200.000,00 EURO pour l'acquisition du bien sis rue de la Prairie, n°22 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode;

2° de prendre la décision définitive d'acquérir pour cause d'utilité publique, sous réserve de la décision de l'autorité de tutelle y afférente, le bien sis rue de la Prairie, n°22 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, pour la somme maximale de 245.000,00 EURO;

3° d'imputer la présente dépense à l'article budgétaire 0000/712/60 du budget extraordinaire 2018;

4° de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'exécution de la présente délibération et de l'autoriser à réaliser l'ensemble des actes généralement quelconques à intervenir afférents à la présente acquisition.

Aankoop van onroerend goed; Weidestraat nr. 22 te 1210 Sint-Joost-ten-Node.

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 13 maart 2018 tot beslissing van deelname aan de openbare verkoop van het goed gelegen Weidestraat nr. 22 te 1210 Sint-Joost-ten-Node;

Overwegende dat deze beraadslaging werd genomen onder voorbehoud van goedkeuring door de Gemeenteraad;

Dat immers de uiterste termijn om het vorig bod te betekenen was vastgesteld ten laatste op 14 maart 2018 om 9u00;

Dat hier dus een duidelijke dringendheid uit blijkt voor de behandeling van dit dossier;

Dat het aldus niet mogelijk was om deze zitting van de Raad af te wachten;

Overwegende de evaluatie van het goed door het Aankoopcomité van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Dat dit goed, gekadastreerd 1ste divisie, afdeling A, nr. 21 A 14, met een oppervlakte van 69.66m², wordt geraamd op 245.000,00 EURO;

Dat de aankoop van dit goed een belangrijke operatie is aangezien deze de Gemeente zou toelaten om, na zware renovatie, kwaliteitsvolle huisvesting aan te bieden in de Noordwijk;

Dat het College, onder voorbehoud van de mogelijkheid van hoger bod, 200.000,00 EURO zal bieden;

Dat het mogelijk is dat zal dienen te worden overgegaan tot een nieuw bod voor een onbepaalde som;

Dat het dus aangewezen is om de beraadslaging van het College goed te keuren en om dit laatste toe te staan om eventueel hoger te bieden tot de som van 245.000,00 EURO;

Beslist :

1° om de beraadslaging goed te keuren van het College van 13 maart 2018 houdende bieding van de som van 200.000,00 EURO voor de aankoop van het goed gelegen Weidestraat nr. 22 te 1210 Sint-Joost-ten-Node;

2° om de definitieve beslissing te nemen tot aankoop voor openbaar nut, onder voorbehoud van de beslissing van de desbetreffende toezichthoudende overheid, van het goed gelegen Weidestraat nr. 22 te 1210 Sint-Joost-ten-Node, voor de maximale som van 245.000,00 EURO;

3° om deze uitgave te boeken op begrotingsartikel 0000/712/60 van de buitengewone begroting 2018;

4° om het College van Burgemeester en Schepenen te belasten met de uitvoering van deze beraadslaging en het toe te staan om alle mogelijke handelingen te stellen betreffende deze aankoop

3 annexes / 3 bijlagen

*demande d'estimation 12 01 2018.pdf, Mail L. DHONT.pdf, TR__14_0049_01-
waardebepaling_Weidestraat_22.zip*

26.03.2018/A/0007 **La Maison de la Famille asbl ; principe de liquidation de l'avance sur subside 2018 en un seul versement.**

Le Conseil,

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions versées aux associations en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général ;

Vu que le budget provisoire de l'exercice 2018 de l'association «Maison de la Famille» a été transmis par celle-ci en date du 8 février 2018 ;

Vu que le budget communal ordinaire de l'exercice 2018 a été approuvé par dépassement de délai par l'autorité de tutelle en date du 14 février 2018 ;

Considérant que le montant inscrit au budget communal à titre de « subsides à l'association Maison de la Famille asbl » pour l'exercice 2018, sous l'article 8490/332-02, s'élève à 250.000,00 € ;

Considérant que le subside est destiné exclusivement aux objectifs poursuivis par ladite association conformément aux articles 3 et 4 de la loi du 14 novembre 1983, ce qui a été constaté lors de la vérification comptable de son

compte 2016 ;

Considérant les recommandations de la Commune lors de l'analyse du compte 2016 de la Maison de la Famille asbl ;

Considérant l'analyse de la situation financière de l'association démontrant des nécessités de trésorerie explicitées dans son rapport annexé à la présente et vu la volonté de l'association de gérer ses finances « en bon père de famille » et de résoudre durablement cette problématique ;

Décide :

- d'approuver le principe de liquidation unique (en un seul versement) de l'avance sur subside, soit 80% du montant total du subside 2018, inscrit au budget communal et alloué à la Maison de la Famille asbl, soit un montant de **200.000,00 €** ;

- de liquider le solde, soit 20 % du montant total de la subvention, soit **50.000,00 €**, après dépôt des comptes de l'année 2018 pour justifier les dépenses.

4 annexes / 4 bijlagen

Courrier Commune 08022018.pdf, N CBE 170904-MFam-ANALYSECpte2016-NI.pdf, Budget prévisionnel 2018.xlsx, budget prévisionnel 2018 note .pdf

26.03.2018/A/0008 **Subsides communaux – exercice 2018 ; désignation des bénéficiaires et fixation des montants.**

Mesdames, Messieurs,

Notre Commune octroie chaque année des subsides à diverses associations, lesquels font l'objet d'une inscription d'un crédit dans le budget communal.

Il convient à présent de désigner les différents bénéficiaires et de fixer le montant de chaque subside pour cette année 2018.

A cet effet, nous vous proposons en annexe une liste reprenant le nom du bénéficiaire, le montant ainsi que l'article budgétaire permettant la liquidation du subside.

Nous nous permettons de vous signaler qu'une série de subsides devront encore faire l'objet d'une répartition lors d'une séance ultérieure du Conseil en fonction notamment des demandes exprimées, des projets présentés, du dynamisme des associations...

Les crédits budgétaires concernés par cette répartition ultérieure sont les suivants:

<i>Article</i>	<i>Nom de l'association</i>
1500/332.02	Relation avec l'étranger : subsides aux organismes et aux ménages
5200/332.02 Commerce/artisanat/indust.: subsides	Subsides en faveur des associations de commerçants
7612/332.02	Subsides aux mouvements de jeunesse
7622/332.02	Subsides à la Culture NL / aux loisirs NL
7630/332.02 Fêtes et manifestations : subsides	Comités de Quartier
7642/332.02	Subsides aux associations sportives
8320/332.02	Subsides aux associations culturelles
8400/332.02	Action Sociale et Citoyenne : subsides aux organismes au service des ménages

En conséquence, nous avons l'honneur de vous proposer, Mesdames, Messieurs, d'approuver la liste des subsides communaux pour l'exercice 2018, telle qu'elle se trouve annexée au présent rapport.

Gemeentelijke subsidies - Dienstjaar 2018; Aanduiding van de begunstigden en bepaling van de bedragen.

Mevrouwen, Mijne Heren,

Onze gemeente wijst elk jaar subsidies aan verschillende instellingen toe. Voor elk subsidie wordt een krediet in de gemeentebegroting ingeschreven.

Nu moeten de verschillende begunstigden worden aangeduid en het bedrag van elk subsidie voor het jaar 2018 bepaald.

In dat opzicht stellen wij U in bijlage voor een lijst met de naam van de begunstigde, het bedrag en het begrotingsartikel dat de berekening van het subsidie mogelijk maakt.

Met dit schrijven delen wij U mede dat een aantal subsidies nog steeds toegewezen moeten worden in een latere Gemeenteraadszitting met name naar de verschillende aanvragen, de voorgestelde ontwerpen, de dynamiek van de instellingen...

Volgende begrotingskredieten zullen dus het gevolg zijn van een latere toewijzing:

<i>Artikel</i>	<i>Naam van de begunstigde</i>
1500/332.02	Relatie met het buitenland : subsidie aan organismen en gezinnen
5200/332.02 Handel/ambachten/industrie:toelagen	Subsidie aan handelsinstellingen
7612/332.02	Subsidie aan jeugdinstellingen
7622/332.02	Subsidie aan NL Cultuur / NL Ontspanning
7630/332.02 Feesten en plechtigheden: toelagen	Wijkcomites
7642/332.02	Subsidie aan sportsinstellingen

<i>Artikel</i>	<i>Naam van de begunstigde</i>
8320/332.02	Subsidie aan eredienstinstellingen
8400/332.02	Sociale en Burgelijke Actie : subsidies aan instellingen ten dienste van gezinnen

Bijgevolg hebben wij de eer U voor te stellen, Mevrouwen, Mijne Heren, de hierbij ingesloten lijst van de gemeentelijke subsidies voor het dienstjaar 2018 goed te keuren.

2 annexes / 2 bijlagen

Rapport FR_A-B-Z_subsidies 2018_18-03-26.pdf, Tableau subsidies 2018_FR et NL y compris conventions_Version finale_18-03-26.pdf

26.03.2018/A/0009 **Fabrique d'Église Sainte-Marie; compte de l'exercice 2016.**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1er de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Église Sainte Marie tel qu'il a été arrêté par le Conseil de Fabrique.

Considérant que le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Église Sainte-Marie peut se résumer comme suite :

Compte	Recettes	Dépenses	Déficit
2016	78 290,31 €	204 609,95 €	-126 319,64

Considérant qu'après vérification comptable, il y a lieu d'inscrire un montant de 24.402,55 € au lieu de 28 413,96 € à l'article 51 des dépenses extraordinaires représentant le déficit du compte 2015;

Considérant qu'en tenant compte des éléments repris ci-dessus dans le compte de l'exercice 2016 de la fabrique peut se résumer comme suit :

Compte	Recettes	Dépenses	Déficit

2016	78 290,31 €	200 598,54	-122 308,23
------	-------------	------------	-------------

Considérant que la circonscription de la paroisse de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie s'étend en partie sur le territoire de la Commune de Schaerbeek, ainsi que sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode ;

Décide :

D'aviser favorablement le compte de l'exercice 2016 de la Fabrique d'Eglise Sainte Marie, tel que modifié ci-dessus.

Kerkfabriek van Sint-Maria; rekening van het dienstjaar 2016.

De Gemeenteraad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, betreffende de Kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporeliën van de erediensten, in het bijzonder het artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 over diverse hervormingen, krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 betreffende de overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, §1er van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek van Sint-Maria, zoals ze vastgesteld werd door de Kerkbestuursraad.

Overwegende dat de rekening van het dienstjaar 2016 van de Kerkfabriek van Sint-Maria als volgt kan samengevat worden :

Rekening	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
2016	78.290,31 €	204.609,95 €	-126.319,64

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht een bedrag van 24.402,55€ in plaats van 28.413,96 € dient te worden ingeschreven op artikel 51 van de buitengewone uitgaven die het tekort vertegenwoordigen van de rekening 2015;

Overwegende dat rekening houdend met de bovenvermelde elementen, de rekening van het dienstjaar 2016 van de kerkfabriek kan samengevat worden als volgt :

Rekening	Ontvangsten	Uitgaven	Overschot
2016	78.290,31 €	200.598,54 €	-122.308,23

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de parochie van de kerkfabriek Sint-Maria zich gedeeltelijk over het grondgebied van de gemeente Schaerbeek en van de Gemeente Sint-Joost-ten-Node uitstrekt ;

Beslist,

Om een gunstig advies uit te brengen over de rekening van dienstjaar 2016 van de

kerkfabriek van Sint-Maria, zoals hierboven gewijzigd.

2 annexes / 2 bijlagen

FAB_STMARIE_DELIB_C16.pdf, FAB_STMARIE_COMPTE16.pdf

26.03.2018/A/0010 **Fabrique d'Église Sainte-Marie; budget de l'exercice 2017.**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'églises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1er de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'église Sainte-Marie tel qu'il a été arrêté par le Conseil de Fabrique;

Vu l'avis favorable émis sur le budget 2017 par le Conseil communal de Schaerbeek en sa séance du 21 décembre 2016;

Considérant qu'après vérification comptable, il y a lieu de modifier le budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'église de Sainte-Marie comme suit :

- Inscrire à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 74.422,63 € au lieu de 80.431,08 € ;

- Inscrire à l'article 52 des dépenses extraordinaires (déficit présumé de l'exercice courant) un montant de 43.763,18€ au lieu de 49.771,63€ ;

Considérant qu'après vérification comptable et tenant compte des éléments repris ci-dessus, le budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'Église de Sainte-Marie, peut se résumer comme suit :

Recettes : 86.851,63 €

Dépenses : 86.851,63 €

Considérant qu'après avoir pris tous les éléments en considérations, la fabrique d'Église Sainte-Marie ne parvient à présenter son budget de l'exercice 2017 en équilibre qu'en y inscrivant une intervention communale ordinaire de 74.422,63 € ;

Considérant que le montant précité devra donc être supporté en vertu de la loi, par notre Commune et par la Commune de Schaerbeek, suivant le mode de calcul ci-dessous :

Ordinaire

Pour la Commune de Saint-Josse-ten-Noode:

$74.422,63 \text{ €} \times 6.052 \text{ (habitants de SJTN)} = 34.508,56 \text{ €}$
13.052 (nombre total des paroissiens)

Pour la Commune de Schaarbeek:

$74.422,63 \text{ €} \times 7.000 \text{ (habitants de Schaerbeek)} = 39.914,07 \text{ €}$
13.052 (nombre total des paroissiens)

Considérant que la circonscription de la Fabrique d'église de Sainte-Marie s'étend en partie sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode, ainsi que sur le territoire de la Commune de Schaerbeek ;

Décide :

- de fixer le montant du subside communal ordinaire à 34.508,56 € pour le budget 2017 de la Fabrique d'église Sainte-Marie, sise rue Seutin ; 25 à 1030 Schaerbeek, tel qu'il a été dressé par le Conseil de Fabrique;
- d'imputer le montant de cette dépense sous l'article 7900/435/01 du budget communal ordinaire de l'exercice 2018.

Kerkfabriek van Sint-Maria; begroting van het dienstjaar 2017.

De Gemeenteraad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, betreffende de Kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, in het bijzonder het artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 over diverse hervormingen, krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 betreffende de overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, §1er van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de begroting van dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek van Sint-Marie zoals vastgesteld door de Kerkbestuursraad;

Gelet op het gunstig advies uitgebracht over de begroting 2017 door de Gemeenteraad van Schaerbeek tijdens haar zitting van 21 december 2016;

Overwegende dat bij boekhoudkundig nazicht, de begroting van dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek van Sint-Maria dient te worden gewijzigd als volgt :

- Op artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor gewone kosten van eredienst) een bedrag van 74.422,63 € inschrijven in plaats van 80.431,08€;
- Op artikel 52 van de buitengewone ontvangsten (vermoedelijk overschot van het lopende dienstjaar) een bedrag van 43.763,18 € inschrijven in plaats van 49.771,63;

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht en rekening houdende met de hierboven vermelde elementen, de begroting van het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek van Sint-Maria kan worden samengevat als volgt :

Ontvangsten : 86.851,63 €

Uitgaven : 86.851,63 €

Overwegende dat na alle elementen in overweging te hebben genomen, de Kerkfabriek van Sint-Maria er enkel in slaagt om haar begroting van het dienstjaar 2017 in evenwicht te brengen door een gewone gemeentelijke tussenkomst van 74.422,63 € in

te schrijven ;

Overwegende dat het voornoemd bedrag dus krachtens de wet, door onze Gemeente en door de Gemeente Schaarbeek gedragen zal moeten worden, volgens de hieronder vermelde berekeningswijze:

Gewone

Voor de Gemeente Sint-Joost-ten-Node:

$74.422,63 \text{ €} \times 6.052 \text{ (inwoners van SJTN)} = 34.508,56 \text{ €}$
13.052 (totaal aantal parochianen)

Voor de Gemeente Schaarbeek:

$74.422,63 \text{ €} \times 7.000 \text{ (inwoners van Schaarbeek)} = 39.914,07 \text{ €}$
13.052 (totaal aantal parochianen)

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de Kerkfabriek van Sint-Maria zich gedeeltelijk over het grondgebied van de Gemeente van Sint-Joost-Ten-Node en van de Gemeente Schaarbeek uitstrekt;

Besluit :

- het bedrag van de gewone gemeentelijke subsidie vast te stellen op 34.508,56 € voor de begroting 2017 van de Kerkfabriek Sint-Maria, gelegen Seutinstraat 25 te 1030 Schaarbeek, zoals ze werd opgesteld door de Kerkebestuursraad ;
- het bedrag van deze uitgave in te schrijven op het artikel 7900/435/01 van de gewone gemeentebegroting 2018.

3 annexes / 3 bijlagen

FAB_STMARIE_BUDGET2017.pdf, excé_présumé_b17.pdf,

DELIB_SCHAE_FAB_STMARIE.pdf

26.03.2018/A/0011 **Fabrique d'Eglise Saint-Josse, budget de l'exercice 2017.**

Le Conseil communal,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809 relatif aux Fabriques d'Eglises, modifié par l'ordonnance du 19 février 2004 ;

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, notamment l'article 8, modifié par l'ordonnance du 18 juillet 2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13 juillet 2001 relative au transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu les articles 117, 255, 9° et 256, § 1er de la Nouvelle Loi communale ;

Vu le budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'église Saint-Josse voté par son Conseil de Fabrique.

Considérant qu'après vérification comptable, il y a lieu de modifier le budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Josse comme suit:

Inscrire à l'article 17 des recettes ordinaires (supplément de la commune pour les frais ordinaires du culte) un montant de 23.350,54 € au lieu de 51.995,79 € ;

Inscrire à l'article 20 des recettes extraordinaires (Excédent présumé de l'exerc.

Courant) un montant de 22.960,46€ au lieu de zéro;

Inscrire à l'article 25 des recettes extraordinaires (subsidés extraordinaires de la commune) un montant de zéro € au lieu de 1.500.000,00€ pour manque d'informations détaillées relatives à la demande;

Inscrire à l'article 52 des dépenses extraordinaires (déficit présumé de l'exercice courant) un montant de zéro € au lieu de 5.684.79,00€;

Inscrire à l'article 56 des dépenses extraordinaires (Grosses réparations, construction de l'Eglise) un montant de zéro au lieu de 1.500.000,00€ pour manque d'informations détaillées relatives à la demande;

Considérant qu'après vérification comptable, le budget de l'exercice 2017 de la Fabrique d'Eglise de Saint-Josse, peut se résumer comme suit :

Recettes : 57.611,00 €

Dépenses 57.611,00 €

Considérant que l'équilibre n'est toutefois atteint que par les inscriptions en recettes d'un subside ordinaire de 23.350,54 €;

Considérant que les montants précités devront donc être supportés en vertu de la loi, par notre Commune et par la Ville de Bruxelles, suivant le mode de calcul ci-dessous:

Ordinaire

$23.350,54 \text{ €} \times 13.451 \text{ (habitants de SJTN)} = 17.930,47\text{€}$
17.517 (nombre total des paroissiens)

$23.350,54 \text{ €} \times 4.066 \text{ (habitants de Bruxelles)} = 5.420,07\text{€}$
17.517 (nombre total des paroissiens)

Considérant que la circonscription de la Fabrique d'église de Saint-Josse s'étend en partie sur le territoire de la Commune de Saint-Josse-Ten-Noode, ainsi que sur le territoire de la Ville de Bruxelles ;

Décide :

D'allouer à la Fabrique d'Eglise de Saint-Josse-Ten-Noode, un subside ordinaire de 17.930,47€ et d'imputer cette dépense à l'article 7900/435/01 du budget communal ordinaire de l'exercice 2018.

Kerkfabriek van Sint-Joost, begroting van het dienstjaar 2017.

De Gemeenteraad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809, betreffende de Kerkfabrieken, gewijzigd door de ordonnantie van 19 februari 2004 ;

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op de temporaliën van de erediensten, in het bijzonder het artikel 8, gewijzigd door de ordonnantie van 18 juli 2002 over diverse hervormingen, krachtens de bijzondere wet van 13 juli 2001 betreffende de overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen ;

Gelet op de artikelen 117, 255, 9° en 256, §1er van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2017 van de Kerkfabriek van Sint-Joost, goedgekeurd door haar Bestuursraad ;

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht de begroting 2017 van de Kerkfabriek van Sint-Joost als volgt gewijzigd moet worden:

Op artikel 17 van de gewone ontvangsten (toelage van de gemeente voor gewone kosten van eredienst) een bedrag van 23.350,54 € inschrijven in plaats van 51.995,79 €;

Op artikel 20 van de buitengewone ontvangsten (vermoedelijk overschot van het lopende dienstjaar) een bedrag van 22.960,46 € inschrijven in plaats van nul € ;

Op artikel 25 van de buitengewone ontvangsten (buitengewone toelagen van de gemeente) een bedrag van nul € inschrijven in plaats van 1.500.000,00 € wegens gebrek aan gedetailleerde informatie betreffende de aanvraag;

Op artikel 52 van de de buitengewone uitgaven (vermoedelijk tekort van het lopend dienstjaar) een bedrag inschrijven van nul € in plaats van 5.684.79,00 €;

Op artikel 56 van de buitengewone uitgaven (Zware herstellingen, bouw van de Kerk) een bedrag van nul inschrijven in plaats van 1.500.000,00 € wegens gebrek aan gedetailleerde informatie betreffende de aanvraag.

Overwegende dat na boekhoudkundig nazicht, de begroting van het dienstjaar 2017 als volgt samengevat kan worden :

Ontvangsten : 57.611,00 €

Uitgaven : 57.611,00 €

Overwegende dat het evenwicht echter enkel wordt bereikt door een inschrijving in de ontvangsten van een gewone subsidie van 23.350,54 € ;

Overwegende dat de voornoemde bedragen dus krachtens de wet, door onze Gemeente en door Stad Brussel gedragen zal moeten worden, volgens de hieronder vermelde berekeningswijze :

Gewone

$23.350,54\text{€} \times 13.451$ (inwoners van SJTN) = 17.930,47 €
17.517 (totaal aantal parochianen)

$23.350,54\text{€} \times 4.066$ (inwoners van Brussel) = 5.420,07 €
17.517 (totaal aantal parochianen)

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van de Kerkfabriek van Sint-Joost zich gedeeltelijk over het grondgebied van de Gemeente van Sint-Joost-Ten-Node en van de Stad Brussel uitstrekt ;

Besluit :

Een gewone subsidie van 17.930,47 € toe te kennen aan de Kerkfabriek van Sint-Joost-Ten-Node, en deze uitgave te boeken op artikel 7900/435/01 van de gewone gemeentelijke begroting van dienstjaar 2018.

2 annexes / 2 bijlagen

préssumé2017.pdf, Fab_St-josse_b17.pdf

26.03.2018/A/0012 **Académie de Musique de Saint-Josse/Schaerbeek, vérification comptables de l'exercice 2016.**

Mesdames, Messieurs,

En vertu de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions versées aux associations en vue de promouvoir des activités utiles à l'intérêt général, nous avons procédé à la vérification comptable de l'association "Académie de Musique de Saint-Josse/Schaerbeek asbl", afin de justifier le subside octroyé pour l'exercice 2016, à savoir 44.400,00€.

Le Collège des Bourgmestre et Échevins a approuvé la vérification comptable du compte de l'exercice 2016 de "Académie de Musique de Saint-Josse/Schaerbeek" asbl, en sa séance du 20/02/2018.

Cette vérification comptable, portant sur le bilan et le compte de résultats de l'année 2016 de l'association (voir annexes), a permis de constater la présence d'un bénéfice à reporter considérablement élevé qui pouvait notamment justifier une éventuelle diminution du subside à octroyer à l'Académie de musique.

Cependant, l'association a pu nous justifier la nécessité de maintenir le subside. En effet le bénéfice dégagé permettra, sur base des recommandations du commissaire réviseur comptable, la constitution d'une provision obligatoire en vue de faire face aux charges des pensions futures.

L'exercice 2016 se clôture donc avec un bénéfice de 10.537,02 €, venant augmenter le bénéfice à reporter qui passe de " 117.095,48 €" en 2015 à "127.632,50 €" en 2016.

En conséquence, nous avons l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous présenter pour information les documents relatifs au compte de l'exercice 2016 de l' "Académie de Musique de Saint-Josse/Schaerbeek asbl", tels qu'ils se trouvent versés au dossier.

3 annexes / 3 bijlagen

Déliné 80%_sub16.pdf, ACAD_C16_RAPPORT.pdf, Bilan 2016.pdf

26.03.2018/A/0013 **Plan stratégique de sécurité et de prévention; approbation de la convention du 01/01/2018 au 31/12/2019.**

Le Conseil,

Vu la décision du Conseil des Ministres du 14 décembre 2017 ayant statué sur la prolongation du Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention pour 2 ans allant du 01/01/2018 au 31/12/2019;

Vu que sur base de ce Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention, la commune bénéficie annuellement d'un subside de 531.079,87 € ainsi que de 58.732,53 € pour le contingent complémentaire Activa 346 et s'engage à utiliser ces subsides de l'Etat fédéral conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 décembre 2017;

Décide :

D'approuver le Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention pour la période allant du 01/01/2018 au 31/12/2019.

Strategisch veiligheids-en preventieplan; goedkeuring van de conventie 01/1/2018 tot 31/12/2019.

De Gemeenteraad,

Gezien de beslissing van de Ministerraad van 14 december 2017 de uitbreiding van het Strategisch Veiligheids-en Preventieplan goed te keuren voor de periode van de 01/01/2018 tot de 31/12/2019 ;

Gezien op basis van dit plan een subsidie van 531.079,87 € en een bedrag van 58.732,53 € voor het bijkomend contingent gemeenschapswachten Activa 346 aan de Gemeente toegekend wordt, die er zich toe verbindt deze subsidies van de federale Staat te gebruiken in overeenstemming met het besluit van de 27 december 2017;

Besluit :

Het Strategisch Veiligheids-en Preventieplan voor de periode van de 01/01/2018 tot de 31/12/2019 goed te keuren

2 annexes / 2 bijlagen

Convention PSSP 2018-2019 NL.pdf, Convention PSSP 2018-2019 FR.pdf

26.03.2018/A/0014 **Information des décisions relatives aux articles 234 alinéa 3, 236 et 249 de la Nouvelle Loi Communale.**

Mesdames, Messieurs,

En application de l'article 234, alinéa 3 et 236 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et service par procédure négociée sans publicité, conformément à l'article 26, § 1, 1^oa de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics.

Le Conseil est convié à prendre connaissance des décisions en annexe.

En application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé des marchés de travaux, fournitures et services en vertu de circonstances impérieuses et imprévues.

Le Conseil est convié à ratifier l(a)es décision(s) en annexe.

Kennisgeving van de beslissingen betreffende artikelen 234 lid 3 en 236 en 249 van de Nieuwe Gemeentewet.

Mevrouw, Mijnheer,

In toepassing van artikel 234, alinea 3 en 236 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten voor werken, leveringen en diensten gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking, zoals voorzien in artikel 26, § 1, 1^oa van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van de in bijlage gevoegde beslissingen.

In toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, heeft het College van Burgemeester en Schepenen overheidsopdrachten gegund voor werken, leveringen en diensten omwille van dringende en onvoorziene omstandigheden.

De Gemeenteraad wordt verzocht kennis te nemen van volgende beslissing(en).

8 annexes / 8 bijlagen

2018.02.27 (7).pdf, 2018.03.12 (1).pdf, Info Conseil - Collège du 27.02.2018.doc, Info Conseil - Collège du 12.03.2018.doc, 2018.03.13 (21).pdf, 2018.03.08 (27).pdf, Info Conseil - Collège du 13.03.2018.doc, Info Conseil - Collège du 08.03.2018.doc

26.03.2018/A/0015 **Convention entre le Centre Hospitalier Universitaire St Pierre et la Commune concernant l'utilisation de la Morgue; exercice 2018.**

Le Conseil,

Vu sa délibération du 4 septembre 2017 par laquelle il adopte la convention entre le Centre Hospitalier Universitaire Saint-Pierre et la Commune concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles funèbres ;

Attendu qu'il y a lieu de renouveler cette convention;

Vu le projet de convention 2018 à un prix forfaitaire de 4 041,40 € pour l'année 2018;

Décide :

d'approuver la convention pour l'année 2018 entre le CHU Saint-Pierre sis rue Haute, 322 à 1000 Bruxelles et la Commune de Saint-Josse-ten Noode concernant l'utilisation de la morgue afin d'accueillir les dépouilles funèbres.

Overeenkomst tussen het Universitair Medisch Centrum Sint Pieter en de Gemeente betreffende het gebruik van het lijkenhuis; dienstjaar 2018.

De Gemeenteraad,

Gelet de beraadslaging van 4 septembrer 2017 waarbij de Gemeenteraad beslist heeft de Conventie tussen de Universiteit Medisch Centrum Sint-Pieter en de Gemeente betreffende het gebruik van het lijkenhuis voor het dienstjaar 2018 goed te keuren;

Overwegende dat voorgenoemde conventie dient hernieuwd te worden;

Gelet op het voorstel van overeenkomst voor 2018 voor een forfaitaire bedrag van 4041,40€ voor het jaar 2018;

Beslist :

De overeenkomst voor het jaar 2018 tussen het Universiteit Medisch Centrum Sint-Pieter, gelegen te Hoogsstraat, 322 te 1000 Brussel en de Gemeente voor het gebruik van het lijkenhuis teneinde stoffelijke resten te ontvangen, goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage
convention morgue 2018.pdf*

26.03.2018/A/0016 **Het aansluiten van de gemeente bij de Statiegeldalliantie; interpellatie ingediend door Mevr. Veerle Vandenabeele, Gemeenteraadslid.**

*1 annexe / 1 bijlage
Statiegeldalliantie; int. V. Vandenabeele.pdf*

26.03.2018/A/0017 **Compensation des émissions des vols; interpellation introduite par Mme Veerle Vandenabeele, Conseillère communale.**

*1 annexe / 1 bijlage
Emission CO2; int. V. Vandenabeele.pdf*